

POUVOIR ADJUDICATEUR : Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées.

MARCHE N°.....



PARC NATUREL RÉGIONAL
BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CCAP

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées (BS3V)

Adresse : Garopôle, place de la Gare, 80 100 Abbeville

Représenté par : Patricia Poupart, Présidente de BS3V

**Procédure de passation en
référence au Code de la
commande publique :**

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et
R.2123-1 à R.2123-7

Objet de la consultation : Résidence de création en milieu rural

Comptable assignataire : Pascal Taverne

Le Trésorier payeur de SGC Baie de Somme, à Friville Escarbotin

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITION GENERALES	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Forme du contrat	4
1.3 - Allotissement	4
1.4 - Variante / CCAP.....	4
1.5 - Titulaire du marché.....	4
1.6 - Sous-traitance.....	4
1.7 - Réunions et rendu :	5
1.8 - Obligation de discrétion	5
ARTICLE 2 - PIECE CONSTITUTIVE DU MARCHE.....	5
2.1 - Pièces contractuelles	5
2.2 - Pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai	5
2.3 - Pièce générale	6
2.4 - Forme des notifications et communications (ordre de service)	6
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
3.1 - Calendrier prévisionnel et détaille d'exécution	6
3.2 - Début de mission	6
3.3 - Délai de réalisation de la mission.....	6
3.4 - Fin de mission.....	7
ARTICLE 4 - PRIX.....	7
4.1 - Règlement des ouvrages ou des prestations faisant l'objet du marché.....	7
4.2 - Modalités de variations des prix.....	7
4.2.1 Mois d'établissement des prix du marché	Erreur ! Signet non défini.
4.2.2 Modalité d'actualisation des prix.....	Erreur ! Signet non défini.
4.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	7
ARTICLE 5 - PAIEMENT - PRESTATION DES FACTURES	7
5.1 - Délai de paiement.....	7
5.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants en cours de marché	8
5.3.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché	8

5.3.2	Modalités de paiement direct	8
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....		8
6.1	- Retenue de garantie	8
6.2	- Avance forfaitaire	8
6.3	- Avance sur matériels	9
ARTICLE 7 - PENALITES.....		9
ARTICLE 8 - ASSURANCES		9
ARTICLE 9 - RESILIATION DU CONTRAT		9
9.1	- Conditions de résiliation et mesures coercitives	9
9.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	10
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES		10
ARTICLE 11 - DEROGATIONS.....		11

ARTICLE 1 - DISPOSITION GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur la résidence de création en milieu rural.

Il s'agira pour le prestataire, de proposer, créer une œuvre artistique pérenne (minimum 8 ans) au cœur de la Vallée de la Trie à Tœufles. Cette création sera réalisée dans le cadre d'une résidence d'artiste en 3 phases (immersion, construction du projet et création)

La présente consultation est passée en procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

1.2 - Forme du contrat

Le marché est à tranche conformément à l'articles R2113-4 du code de la commande publique :

Il est composé d'une tranche ferme : résidence de création en milieu rural

1.3 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti en raison de son objet qui ne permet pas de scinder la prestation en plusieurs lots.

1.4 - Variante / CCAP

Sans objet

1.5 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "titulaire" sont précisées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1.6 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 12.2 du CCAG-PI. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.7 - Réunions :

Réunion de travail avec le maître d'ouvrage :

L'ensemble des réunions nécessaires seront comprises dans le prix des prestations.

Les réunions attendues sont les suivantes :

- lancement de la résidence de création en milieu rural
- à la fin de chaque phase.

1.8 - Obligation de discrétion

Le candidat qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication de renseignements, de documents ou d'objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

En dehors des données publiques disponibles, il est ainsi exclu que le prestataire puisse réutiliser les données cartographiques confiées par le maître d'ouvrage, sans l'autorisation du maître d'ouvrage.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire et à ses frais et risques sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

ARTICLE 2 - PIECE CONSTITUTIVE DU MARCHE

2.1 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI l'ordre de priorité des pièces est celle-ci :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives et particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) ;
- La Détail quantitatif (DQE) ;
- Le mémoire technique ;

2.2 - Pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront, par conséquent, exiger à tout moment de la part du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en
**CCAP – RESIDENCE DE CREATION EN MILIEU RURAL AU SEIN DU PARC NATUREL REGIONAL BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME
PARC NATUREL REGIONAL BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME - SYNDICAT MIXTE BAIE DE SOMME 3 VALLEES**

particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants : le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

Forme des notifications et communications (ordre de service)

Pour formuler toutes décisions ou communications au titulaire, le maître de l'ouvrage utilisera un document qualifié d'ordre de service écrit, daté, signé et numéroté chronologiquement par ses soins, contenant les informations ou les éléments à faire connaître.

2.3 - Pièce générale

- CCAG-Prestations Intellectuelles (CCAG – PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles - NOR : ECOM2106874A 1

2.4 - Forme des notifications et communications (ordre de service)

Pour formuler toutes décisions ou communications au titulaire, le maître de l'ouvrage utilisera un document qualifié d'ordre de service écrit, daté, signé et numéroté chronologiquement par ses soins, contenant les informations ou les éléments à faire connaître.

ARTICLE 3 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 - Calendrier prévisionnel et détail d'exécution

Le calendrier est établi par le titulaire du marché, suivant les recommandations du CCTP.

3.2 - Début de mission

Les délais de réalisation de la mission courent à partir de la réception d'un ordre de service par le titulaire du marché et de la réception par le titulaire des pièces nécessaires à la réalisation de la mission, fournie par le maître d'ouvrage.

3.3 - Délai de réalisation de la mission

Le délai de réalisation global est fixé à 9 mois à compter de la délivrance de l'ordre de service. Ce délai ne prend pas en compte les délais de validation par le maître d'ouvrage des documents remis au fur et à mesure de l'état d'avancement de l'étude.

3.4 - Fin de mission

La mission du titulaire sera réputée finalisée à l'issue de la validation par le comité de pilotage du rendu final de l'étude.

ARTICLE 4 - PRIX

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT et le montant de la TVA au taux conforme à la réglementation en vigueur.

4.1 - Règlement des ouvrages ou des prestations faisant l'objet du marché

Ils seront réglés suivant la décomposition de prix globale et forfaitaire (DPGF), appliqués aux phases effectivement réalisées.

4.2 - Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes.

4.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

ARTICLE 5 - PAIEMENT - PRESTATION DES FACTURES

5.1 - Délai de paiement

Le délai de paiement est de 45 jours à compter de la réception des factures par le Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées.

En cas de non-respect du délai de paiement, imputable au syndicat mixte, le calcul des intérêts moratoires se fera par application du taux d'intérêt légal en vigueur augmenté de huit points.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à 5 € ne seront pas mis en paiement.

5.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies à l'avancement du marché, via la plateforme Chorus PRO, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- l'intitulé du marché ;
- les prestations exécutées ;

- le montant hors TVA des prestations exécutées, éventuellement actualisée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations exécutées.

Le titulaire est invité à déposer ses factures sur la plateforme de paiement CHORUS PRO.

5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants en cours de marché

5.3.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L2193-1, L2193-2 et L2193-3 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

5.3.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire, à ses demandes de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient éventuellement compte d'une actualisation des prix prévue dans l'acte de sous-traitance et inclut la TVA.

Dans le cas d'un groupement solidaire, l'acceptation des demandes de paiement du sous-traitant par le mandataire vaut également acceptation de la somme à payer par chacun des membres du groupement.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - Retenue de garantie

Sans objet

6.2 - Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire pourra être accordée au titulaire si les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et L.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Le titulaire du marché peut accepter ou refuser le versement de cette avance dans l'acte d'engagement.

6.3 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'Entrepreneur.

ARTICLE 7 - PENALITES

Conformement aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 200€ par jour de retard dans le parfait achèvement de l'installation de l'œuvre *in situ*.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter : - une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU CONTRAT

9.1 - Conditions de résiliation et mesures coercitives

Les dispositions relatives à la résiliation du marché et à l'interruption des prestations, ainsi que les mesures coercitives qui pourraient être prises, sont celles fixées aux chapitres VII du CCAG-PI.

D'autre part, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

CCAP – RESIDENCE DE CREATION EN MILIEU RURAL AU SEIN DU PARC NATUREL REGIONAL BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME
PARC NATUREL REGIONAL BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME - SYNDICAT MIXTE BAIE DE SOMME 3 VALLEES

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R.2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

9.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article

L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif d'Amiens sera seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – PI

A :

Le :

Signature du ou des titulaires
(mention(s) manuscrite(s) « lu et approuvé »)

A Abbeville,

Le

La Présidente,
Patricia Poupart